

Commune de **JASSANS-RIOTTIER**

Arrêté n° 2022/08/03

date de dépôt : **10 juillet 2022**

date d'affichage en mairie : **15 juillet 2022**

demandeur : **M. VERNET JEAN-MAURICE**

pour : **Installation d'un bloc climatisation en façade**

adresse terrain : **34 ALLEE DE BEAURIVAGE,
à JASSANS-RIOTTIER (01480)**

ARRÊTÉ

De non-opposition à une déclaration préalable au nom de la commune de JASSANS-RIOTTIER

Le maire de JASSANS-RIOTTIER,

Vu la déclaration préalable présentée le 10 juillet 2022 par M. VERNET Jean-Maurice demeurant 34 ALLEE DE BEAURIVAGE, à JASSANS-RIOTTIER (01480);

Vu l'objet de la demande :

- l'installation d'un bloc climatisation en façade
- sur un terrain situé 34 ALLEE DE BEAURIVAGE, à JASSANS-RIOTTIER (01480) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 janvier 2012, modifié le 16 janvier 2013, mis à jour le 15 octobre 2013 et le 27 janvier 2017, et modifié le 29 mars 2018,

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 30/03/2012, portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRNI) de la Saône et du Marmont, sur la commune de Jassans-Riottier,

Vu l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 29/07/2022,

Vu les pièces complémentaires déposées en mairie le 25 juillet 2022 concernant le document graphique et le 09 août 2022 concernant les prescriptions PPRNi.

Considérant que le projet se situe en zone inondable du PPRNi - zone Bleue pour la Saône et le Marmont,

Considérant que le PPRNi prévoit dans son article 5.1 les matériels électriques, électroniques, électromécaniques et appareils de chauffage sont placés hors d'eau (autant que possible au-dessus de la cote de référence), de manière à faciliter le retour à la normale après la décrue ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable déposée le 10 juillet 2022 par M. VERNET Jean-Maurice pour l'installation d'un bloc climatisation en façade.

Article 2

Le bloc de climatisation devra être installé de façon à réduire la vulnérabilité de l'équipement en cas de crue, soit en installant le dispositif à un niveau supérieur à la cote de référence (173,64m NGF) et à une hauteur d'au moins 50 centimètres au-dessus du terrain naturel, soit en le surélevant ou en le démontant en cas de crue.

A JASSANS-RIOTTIER, le 09 août 2022

Le Maire,

Jean-Pierre REVERCHON



Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.